

4 International

A Nuremberg, la postérité d'un procès

HISTOIRE Le 20 novembre 1945, il y a près de 80 ans, commençait le procès de 21 criminels nazis, dont Göring, Hess et Von Ribbentrop. Un événement hors normes qui a redéfini les contours de la justice pénale internationale



Présentation des accusations contre Hermann Göring (premier sur le banc de gauche), le 22 novembre 1945. (PHOTO BY LEEMAGE/BRIDGEMAN IMAGES VIA AFP)

STÉPHANE BUSSARD, NUREMBERG

Dans la salle du tribunal numéro 600, parmi les quelques visiteurs, règne un étrange silence, respectueux et gêné à la fois. Des hauts plafonds en bois, quatre lustres et de vastes fenêtres. Au fond, un énorme crucifix. Le 20 novembre 1945, c'est dans cette salle que furent jugés 21 des plus grands criminels nazis, lors d'un procès retentissant qui s'acheva le 1er octobre 1946. C'est aussi là que furent condamnés, dans des procès successifs tenus jusqu'en 1949, des médecins, juristes, industriels (Krupp, IG Farben) qui ont participé à l'entreprise criminelle nazie.

Nous sommes à Nuremberg, deuxième plus grande ville de Bavière avec ses 546 000 habitants. La cité médiévale fut détruite à près de 90% par la RAF (Royal Air Force) et l'USAAF (United States Army Air Forces) durant la Seconde Guerre mondiale. Quatre-vingts ans plus tard, la ville se prépare à célébrer ce grand moment de la justice internationale. C'est dans les murs du Palais de justice qu'une Cour militaire internationale s'est attelée à juger d'importantes figures du régime nazi: Hermann Göring, Rudolf Hess ou encore Joachim von Ribbentrop.

250 journalistes

La salle du tribunal, agrandie pour la circonstance afin de recevoir le public ainsi que 250 journalistes dont sept Allemands, était particulièrement exigüe pour accueillir accusés, avocats de la défense, juges, procureurs, grefriers et interprètes. Un tribunal où la proximité physique des protagonistes rendait les plaidoyers encore plus dramatiques. Parmi les interprètes, certains, d'origine juive, ont dû affronter la douloureuse épreuve de traduire des propos au sujet de criminels qui ont contribué à anéantir leurs familles.

Dans la salle 600, au-dessus d'une horloge qui continue aujourd'hui de scander l'écoulement du temps, l'ascenseur, qui amenait directement les criminels nazis de leur prison à la salle du tribunal après avoir emprunté des couloirs souterrains, est toujours là. Une vidéo diffusée dans

la salle permet de vivre ces moments chargés d'Histoire. Elle interroge d'emblée: «L'idée de Nuremberg perdure-t-elle toujours?»

Haut lieu du nazisme

Vice-directrice de l'Académie internationale des principes de Nuremberg (INPA), dont les bureaux sont deux étages en dessous de la salle 600, Viviane Dittrich mesure l'importance de l'événement dans l'émergence de la justice pénale internationale: «Je vois un lien direct entre le procès de Nuremberg et les tribunaux pénaux internationaux qui ont vu le jour après la fin de la Guerre

froide. Je pense par exemple aux Tribunaux pénaux internationaux pour l'ex-Yougoslavie et pour le Rwanda, qui ont été créés en 1993 et 1994 ainsi que la Cour pénale internationale (CPI) fondée en 1998. Le tribunal de Nuremberg a clairement créé un précédent et servi de fondements pour l'élaboration du Statut de Rome, instituant la CPI et la définition des crimes pouvant y être jugés. C'est le berceau du droit pénal international moderne.»

Professeur de droit international à l'Université d'Erlangen-Nuremberg, Markus Krajewski décrit le tournant de Nuremberg en termes forts: «Le fait qu'on pouvait soudain juger des individus et non pas seulement des Etats fut une véritable révolution. Même des chefs d'Etat n'étaient soudain plus à l'abri de poursuites.»

Des journalistes et écrivains vinrent du monde entier. Parmi les figures les plus célèbres: Walter Cronkite de CBS, ou John Steinbeck. Était aussi sur place «l'inventeur» de la notion de crime de génocide, Raphael Lemkin, conseiller du procureur en chef américain Robert Jackson, qui ne parvint pas à convaincre le tribunal de juger les inculpés nazis pour crime de génocide. Parmi les reporters, une figure inattendue: Willy Brandt, de retour de son exil en Scandinavie. Celui qui deviendra un jour chancelier d'Allemagne déclara, en 1946: «On aurait mis à l'épreuve le sentiment de justice s'il n'y avait jamais eu de règlement de comptes avec les dirigeants nazis.»



L'architecte américain Dan Kiley (à gauche) et ses assistants devant la maquette de la salle du tribunal de Nuremberg, peu avant l'ouverture du procès, en novembre 1945. (PHOTO BY LEEMAGE/BRIDGEMAN IMAGES VIA AFP)

Lier Nuremberg aux progrès de l'humanité en matière de droit pouvait paraître paradoxal. C'est en effet dans cette ville de Franco-nie que furent édictées les lois raciales anti-juives de 1935. C'est aussi là que se tinrent les immenses rassemblements

«Même des chefs d'Etat n'étaient soudain plus à l'abri de poursuites»

MARKUS KRAJEWSKI, PROFESSEUR DE DROIT INTERNATIONAL À L'UNIVERSITÉ D'ERLANGEN-NUREMBERG

(Reichsparteitage) du NSDAP, le Parti nazi d'Adolf Hitler, jusqu'en 1938. Viviane Dittrich voit plusieurs raisons au choix de cette ville: «On a beaucoup mentionné la valeur symbolique du lieu en raison de son rôle au sein du régime nazi. Mais il y a aussi des raisons très pratiques. Nuremberg se trouvait dans la zone d'oc-

cupation américaine. Pour les Etats-Unis, c'était un lieu adapté. De plus, le Palais de justice, le plus grand de Bavière, avait été largement épargné par les bombardements et disposait d'une infrastructure adjacente de prisons pour garder les accusés.» Pour prendre la mesure du lieu, la vice-directrice de l'INPA nous emmène dans les couloirs voûtés de l'immense bâtisse. Ici, dit-elle, c'était le bureau du juge français, là celui du juge soviétique ou encore, là, celui de Robert Jackson, qui mettait, dit-on, sept minutes pour se rendre de son bureau à la salle du tribunal.

Ce juriste américain, ex-ministre de la Justice et ex-juge de la Cour suprême des Etats-Unis, a marqué le procès de son empreinte. Ambassadeur pour les crimes de guerre au sein de l'administration de Barack Obama, Stephen Rapp en rend compte: «Jackson fut le principal rédacteur de la Charte du tribunal de Nuremberg et un ardent défenseur de la responsabilité des plus hauts dirigeants, ainsi que de la priorité donnée au crime contre la paix (aujourd'hui connu sous le

nom de crime d'agression). Les Etats-Unis accomplirent la plus grande partie du travail consistant à rassembler les dizaines de milliers de pages de documents nazis afin d'établir des preuves irréfutables. Il souhaitait que les accusés bénéficient de procès équitables, contrairement à Churchill, qui proposait d'exécuter sommairement les dirigeants nazis, et à Staline, qui se serait satisfait de procès-spectacles.» Stephen Rapp ajoute: «Dans sa déclaration d'ouverture, Jackson qualifia la procédure de «plus puissant hommage que la force ait jamais rendu à la raison», et insista sur l'importance d'un processus équitable, car, disait-il, «faire boire à ces accusés une coupe empoisonnée, c'est la porter à nos propres lèvres».

Une charte et sept principes

A ce jour, le Mémorial des procès de Nuremberg recense 170 000 visiteurs par an, dont 25% d'Allemands et surtout des curieux venus de l'étranger. Parmi la société allemande, tout le monde n'était pas ravi de la tenue du Tribunal militaire. Selon des son-



«Je vois un lien direct entre Nuremberg et les tribunaux internationaux d'après la Guerre froide»

VIVIANE DITTRICH, VICE-DIRECTRICE DE L'ACADÉMIE INTERNATIONALE DES PRINCIPES DE NUREMBERG (INPA)

dages menés à l'époque, certains citoyens estimaient qu'il s'agissait là d'une justice des vainqueurs. D'autres étaient d'avis qu'il n'y avait pas besoin de juges américains, français, britanniques et soviétiques et que l'Allemagne aurait pu accomplir ce travail elle-même. Plusieurs spécialistes émettent des doutes. L'Allemagne a eu toutes les peines du monde à juger des criminels nazis, notamment des SS en 1958 à Ulm et en 1963 à Francfort ou encore en 1987 à Düsseldorf, où il fut question de dommages et intérêts pour les crimes commis par le criminel nazi John Demjanjuk.

Le procès de 1945-1946 a laissé un héritage d'une valeur inestimable: les sept principes figurant dans la Charte du tribunal de Nuremberg (Principe 1: «Tout auteur d'un acte qui constitue un crime de droit international est responsable de ce chef et passible de châtiement», Principe 5: «Toute personne accusée d'un crime de droit international a droit à un procès équitable») ont acquis une légitimité internationale.

Lire la suite en page 6

6 International

Suite de la page 4

Les principes de droit international reconnus par la Charte du tribunal de Nuremberg seront affirmés par une résolution de l'Assemblée générale de l'ONU de 1946 et les sept principes de Nuremberg seront formulés en 1950 par la Commission du droit international des Nations unies.

Markus Krajewski met toutefois les choses en perspective: «Le procès de Nuremberg ne fut pas un succès linéaire. On a longtemps voulu oublier cet épisode. On a eu un saut de quarante ans pour prendre pleinement conscience de ce que cela représentait.» Dans les années 1960, ajoute le professeur, la ville cherchait plutôt à se distancier de ce passé récent et à vendre l'image d'une ancienne ville médiévale incarnée par Albrecht Dürer. Juger encore de vieux criminels nazis en Allemagne paraît désormais d'autant moins probable avec la montée, à l'extrême droite, de l'Alternative pour l'Allemagne, prédit le professeur. Cette semaine d'ailleurs, une banderole brandie par quelques dizaines de manifestants au centre-ville, très encadrés par la police, était explicite: «La politique des Verts et du SPD détruit l'Allemagne. Le pare-feu [entre la droite et l'extrême droite, ndlr] doit disparaître.»

«Le monde n'a pas été à la hauteur des normes qui ont été établies au procès de Nuremberg»

ELI ROSENBAUM, ANCIEN DIRECTEUR DU BUREAU DES INVESTIGATIONS SPÉCIALES AU DÉPARTEMENT AMÉRICAIN DE LA JUSTICE

Malgré cette éruption de mécontentement, la ville de Nuremberg ne semble plus porter les stigmates du passé. A l'approche de la fin de l'année, les marchés de Noël sont en construction. Ce sont les plus admirés d'Allemagne. Le long de la Königstrasse, les marchands de pains d'épice font des affaires. Dans la Kartäusergasse, une installation incarne l'ambition internationaliste de la cité. L'artiste israélien Dani Karavan (1930-2021) a érigé une porte en béton blanc en l'honneur de la Déclaration universelle des droits de l'homme de 1948. Trente colonnes pour symboliser les 30 articles de la DUDH.

Collaborateur scientifique au Mémorial du procès, Axel Fischer le reconnaît: «Auparavant, l'intérêt pour venir visiter ces lieux historiques était minime. Quelques milliers de personnes avaient vu la salle 600. Tout s'est accéléré après la guerre en ex-Yougoslavie et le génocide au Rwanda. Il y a eu une prise de conscience et un effet boule de neige.» En 1994, la ville décida de créer le Centre de documentation sur le terrain de ralliement du Parti nazi. Puis l'Etat fédéral et le land de Bavière s'y sont mis. Un mouvement de la société civile s'est enclenché pour faire de Nuremberg un lieu spécial. C'est dans cette logique que fut institué le Mémorial, ouvert en 2010. Désormais, même des croisières venant de Budapest et empruntant le canal Rhin-Main-Danube s'arrêtent à Nuremberg.

Viviane Dittrich peut témoigner de cet intérêt. Son académie organise chaque année des simulations de procès de la Cour pénale internationale. Des étudiants de droit du monde entier y accourent. Dans cette compétition, les plaidoyers finaux ont lieu dans la salle 600. L'académie offre également des cours aux jeunes professionnels en provenance de pays en conflit ou en situation de post-conflit. Des juges ukrainiens

viennent se former dans la cité bavaroise. Même les juges de la CPI choisissent parfois d'effectuer leur mise au vert à l'académie.

Parmi les visiteurs du Palais de justice, certains sont «contraints», relève Axel Fischer. Il fait référence aux étudiants, mais aussi aux agents de police et aux soldats de l'armée allemande «qui doivent suivre une formation sur le sujet. Nous avons également un programme spécifique obligatoire pour les jeunes juristes allemands qui passent un examen étatique.» Les efforts en faveur d'une politique mémorielle ont de fait redoublé. A Nuremberg, mais aussi dans de très nombreuses villes d'Allemagne, des pavés ont été gravés du nom des victimes de l'Holocauste.

Le frein des grandes puissances

L'intérêt pour la justice pénale est désormais indéniable. Berlin a déjà recouru à la compétence universelle pour juger des criminels de guerre. En 2015 à Francfort, un Rwandais fut condamné à la perpétuité pour sa participation au génocide rwandais. En 2022, une cour de Coblence a condamné à la prison à vie un colonel syrien reconnu coupable d'avoir perpétré des crimes contre l'humanité. L'Allemagne a été parmi les premiers Etats à soutenir la création de la CPI.

Les promesses découlant du procès de 1945 n'ont toutefois pas toutes été tenues. Stephen Rapp analyse: «Les Principes de Nuremberg ont été établis pour s'appliquer de manière universelle, et il est clair que l'existence d'une juridiction internationale capable de juger les responsables de crimes internationaux majeurs dépend largement du soutien des grandes puissances. Cependant, ces principes continuent de résonner et de nourrir l'espoir que la justice doit être rendue, même face à l'opposition des Etats puissants.»

Eli Rosenbaum, dont le père, juif, échappa au régime nazi en 1938, est plus critique. Longtemps directeur du Bureau des investigations spéciales au Département américain de la justice, il est celui qui a jugé le plus de criminels nazis basés aux Etats-Unis – plus d'une centaine. Il le confie au *Temps*: «C'est frustrant de constater que le monde n'a pas été à la hauteur des normes qui ont été établies par ces pionniers au procès de Nuremberg.» Les progrès en matière de justice ont été clairement insuffisants, précise-t-il. «Avec les leçons de Nuremberg, nos plus grands espoirs ont été placés dans la CPI. Malheureusement, elle n'a pas tenu ses promesses», déplore-t-il. Une surprise? Rappelons que le Tribunal militaire de Nuremberg était provisoire alors que la CPI, en tant que cour permanente, doit faire face à d'énormes défis géopolitiques.

Pour Eli Rosenbaum, il y a encore beaucoup de chemin à parcourir pour réaliser le plein potentiel de Nuremberg. Sa grande déception par rapport au procès de 1945, c'est le fait que le crime d'agression (exemple: celui de la Russie en Ukraine) ne peut toujours pas être jugé par la CPI malgré un amendement, dit de Kampala, qui peut être mis en œuvre seulement si les Etats concernés l'ont ratifié. «Or c'est le plus important de tous les crimes, celui dont découlent tous les autres crimes», insiste-t-il. Viviane Dittrich ne dit pas le contraire: «A Nuremberg a été jugé le crime contre la paix qu'on appelle aujourd'hui «crime d'agression». Mais il y a une grave lacune en termes de juridiction et d'architecture du droit pénal international. Les Etats parties au Statut de Rome ont différé toute décision à ce sujet à 2029. C'est regrettable.» Un événement pourrait pallier ce manque. Le Conseil de l'Europe a approuvé il y a peu la création d'un Tribunal pour le crime d'agression. Sera-t-il la hauteur de Nuremberg? ■

MAIS ENCORE

L'Allemagne va réexporter des armes vers Israël
Berlin leva le 24 novembre son embargo partiel sur les exportations d'armes vers Israël, décrété début août en réaction à l'expansion de l'offensive israélienne dans la bande de Gaza, a annoncé lundi un porte-parole du gouvernement. «Depuis le 10 octobre, nous avons un cessez-le-feu à Gaza qui s'est globalement stabilisé», a-t-il déclaré pour justifier cette décision. (AFP)



Manifestation demandant la publication des documents liés à l'affaire Epstein devant le Capitole, le 12 novembre à Washington. (PHOTO BY SAUL LOEB/AFP)

La volte-face de Trump sur Epstein secoue son parti

ÉTATS-UNIS Après avoir traité l'affaire de «canular démocrate», le président américain s'est ravisé dimanche soir: il souhaite finalement que les documents liés au pédocriminel Jeffrey Epstein soient publiés

BORIS BUSSLINGER, WASHINGTON

Depuis le retour de Donald Trump à la Maison-Blanche en janvier, pas un jour ne passe sans une nouvelle annonce choc, une déclaration déconcertante, un rebondissement inattendu. Celui-ci est cependant d'ampleur: dans la nuit de dimanche à lundi, après plusieurs mois d'un combat acharné contre la divulgation du dossier lié au pédocriminel décédé en prison Jeffrey Epstein – dont il était proche dans les années 1990 –, le président américain a fait volte-face pour demander sa publication.

L'annonce a pris de court beaucoup d'inconditionnels du président, contraints de revoir leur discours

L'annonce a pris de court beaucoup d'inconditionnels du locataire de la Maison-Blanche, contraints de revoir leur discours d'une seconde à l'autre. Toutefois, ce revirement survient également des rangs de son propre parti, dont un nombre important de membres considèrent comme intenable de refuser au public américain de faire la transparence sur ce dossier particulièrement toxique. Le brouillard règne sur la nouvelle stratégie du président, tandis qu'un fossé se creuse entre républicains.

«C'est une photo de moi quand j'ai rencontré Jeffrey Epstein, dit une femme dans une vidéo publiée ce week-end par les victimes du financier. J'avais 14 ans.» La séquence est suivie de plusieurs témoignages identiques. Avec cette demande: «publiez le dossier Epstein». Maintenant. En fin de semaine dernière, Donald Trump mettait encore toute la pression dont il était capable pour faire taire les républicains en faveur de la transparence – invitant même certains d'entre eux à une discussion entre quatre yeux dans la *situation room* de la Maison-Blanche.

Mais après la fin du *shutdown*, l'assermentation d'une nouvelle députée a permis d'atteindre le quorum d'une pétition permettant de forcer un vote sur la question. Et même si Donald Trump ne veut pas en entendre parler, un sentiment d'inéluctable gagne les rangs républicains.

Combatif, le président américain a tout d'abord suivi la méthode de l'un de ses mentors, l'avocat Roy Cohn, qui résumait sa stratégie politique à trois mots: «Attaquer, attaquer, attaquer.» Vendredi, il tentait ainsi de reprendre l'ascendant sur la situation en annonçant de but en blanc l'ouverture prochaine d'une procédure juridique sur les liens entre Jeffrey Epstein et son prédécesseur démocrate Bill Clinton (ainsi que d'autres personnalités libérales). La manœuvre pourrait fournir un argument permettant de retenir certains documents «dans le cadre d'une enquête en cours», ont argumenté certains avocats, dont la théorie sera mise à l'épreuve dans les prochains jours. Puis, dénonçant encore et toujours un «canular démocrate», il indiquait retirer son soutien à une tête de pont républicaine: Marjorie Taylor Greene (Géorgie).

Un fossé se creuse au sein du parti

Membre de la Chambre des représentants issue des rangs conspirationnistes du parti, celle-ci comptait jusqu'alors parmi ses plus proches alliées. «Une folle», estime désormais le président, furieux qu'elle demande la publication des dossiers Epstein. Donald Trump a même appelé à l'émergence d'un concurrent MAGA dans son district. Pour se heurter à un mur. «Le président des Etats-Unis représente la nation dans son ensemble, la députée Greene représente les habitants du nord-ouest de la Géorgie, et elle le fait avec clarté, détermination et intégrité, a rétorqué Jim Tully, le président du Parti républicain de la circonscription.

Nous la soutenons aujourd'hui, demain et aussi longtemps qu'elle continuera à servir ce district et à défendre ses valeurs.» La prise de position du Géorgien n'est pas anodine, dans un district où environ 70% des électeurs ont voté Trump en 2024.

«Le résultat de ce vote durera au-delà de la présidence de Donald Trump»

THOMAS MASSIE, REPRÉSENTANT RÉPUBLICAIN DU KENTUCKY

Tandis qu'un fossé se creuse au sein du parti, Thomas Massie, républicain du Kentucky également partisan de la transparence, en rajoute une couche: «Le résultat de ce vote durera au-delà de la présidence de Donald Trump», prévient-il ses collègues, s'attirant de ce fait les foudres du président et de ses plus fidèles légionnaires en ligne. Toutefois, ses mots semblent résonner au sein du parti conservateur, dont toujours davantage de membres soutiennent la publication du dossier. Donald Trump semble alors acculé. Et opère une ahurissante volte-face: «Les républicains de la Chambre des représentants devraient voter en faveur de la divulgation des dossiers Epstein, car nous n'avons rien à cacher», annonce-t-il dimanche soir sans crier gare. Le revirement cloue sur place ceux qui avaient déjà publiquement promis de s'opposer au scrutin, comme le demandait le président. Et sidère la plupart des analystes américains. Un vote sur l'affaire devrait intervenir ce mardi à la Chambre des représentants. La proportion de républicains qui le soutiendront – tout comme l'attitude à attendre du président sur la suite possible des opérations – est inconnue. ■

ÉTATS-UNIS

Seconde grâce pour un émeutier

Le président américain Donald Trump a, pour la deuxième fois, gracié un des participants à l'assaut du Capitole le 6 janvier 2021. Membre de la milice d'extrême droite des Oath Keepers («Gardiens du serment»), Dan Wilson avait fait irruption dans le Capitole avec un masque à gaz. Il avait déjà été gracié par le président Trump le jour de son investiture, le 20 janvier dernier, aux côtés de 1500 autres émeutiers, mais était resté en prison pour une affaire de détention illégale d'armes à son domicile du Kentucky. Condamné à 5 ans de prison, il devait être élargi en 2028. ■ AFP